

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 09/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMPTOIR AGRICOLE DU MARMANDAIS

19 Avenue Pierre Buffin
47200 Marmande

Références : à compléter
Code AIOT : 0005202062

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement COMPTOIR AGRICOLE DU MARMANDAIS implanté 69 route de la Cerisière 47200 Beaupuy. L'inspection a été annoncée le 14/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPTOIR AGRICOLE DU MARMANDAIS
- 69 route de la Cerisière 47200 Beaupuy
- Code AIOT : 0005202062

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Beaupuy du comptoir marmandais comporte un silo de stockage de céréales ainsi qu'un stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium, lequel n'est pas soumis à déclaration de part les quantités stockées.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammonitrates

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	Code de l'environnement du 01/03/2017, article article L512-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que le site ne stockait pas une quantité d'engrais à base de nitrate d'ammonium supérieur au seuil de déclaration de la rubrique ICPE 4702.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article article L512-8
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité du classement ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1. La déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L. 214-3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. La déclaration vaut application des dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant stockait 65 tonnes d'engrais à 33,5% d'azote issu du nitrate d'ammonium le jour de l'inspection. En conséquence, l'exploitant ne dépassait pas le seuil de déclaration pour la rubrique 4702.</p> <p>Le bâtiment dans lequel sont stockés les engrais à base de nitrate d'ammonium ne comporte pas de détection incendie. Les recommandations R428 du CNAMTS (Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés) prévoient une détection incendie. Au vu de la proximité des habitations, une détection incendie est recommandée au niveau du stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium. En outre, un engin de manutention était stationné contre le stockage d'engrais et une flaque d'huile était présente sous le véhicule. Les recommandations R 428 du CNAMTS précisent que les contaminations par des matières combustibles doivent être évitées. Les engins de manutention doivent être stationnés à l'extérieur.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite